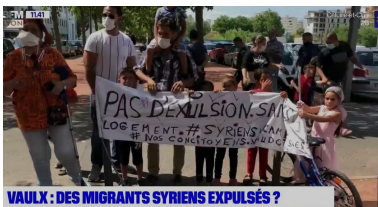


<http://pierrealainmillet.fr/Familles-syriennes-1>



Familles syriennes, l'irresponsabilité de l'état

- Rencontres -



Date de mise en ligne : mardi 13 septembre 2022

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Encore une famille syrienne confrontée à une expulsion de logement pour occupation sans droits ni titres. Des dizaines de familles, expulsées en 2020 d'un camp à Vaulx-en-velin se sont installées à Vénissieux par effraction dans des logements sociaux.

Il semble que des profiteurs les fassent même parfois payer pour leur ouvrir des logements. Les enfants sont scolarisés mais bien entendu, des procédures d'expulsions ont été engagées par les bailleurs. La crise covid a tout suspendu mais elles ont repris et des décisions de justice sont prises qui vont conduire à des expulsions.

Il n'y a pourtant aucun travail de relogement organisé, puisque la plupart de ces familles sont sans droits et ne peuvent donc avoir accès à un logement social, et que l'accueil inconditionnel d'urgence organisé par le 115 (la maison de la veille sociale) est complètement saturé.

Cette situation fait la joie des trafiquants qui utilisent parfois ces familles comme nourrices, ou cherchent à cacher des produits chez eux sans leur accord. Dans quelques cas, ce sont les dealers qui organisent l'entrée par effraction dans un logement.

Cette situation est bien connue des services de l'état, de la métropole, des bailleurs, de la ville, et tout le monde sait que ces familles ne seront pas reconduites à la frontière, car elles viennent de Syrie, un pays toujours en guerre sans relations diplomatiques avec la France.

Après de nombreux contacts sans résultats entre les services, Michèle Picard par une lettre du 28 Mai 2021 a demandé avec insistance au préfet et au vice-président de la métropole qu'un groupe de travail se mette en place pour apporter une solution digne à ces familles et permettre aux bailleurs de retrouver des logements qui leur font défaut.

Elle n'a pas eu de réponse. Le risque est d'avoir cet automne de nombreuses situations de ce type. Il n'est plus possible d'attendre. L'état doit prendre ses responsabilités. En n'agissant pas, il laisse pourrir une situation inacceptable pour ces familles comme pour nos quartiers.